

**ASSOCIATION L214**

2 rue Henri Bergson  
CS 90026  
**67087 STRASBOURG CEDEX**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**ALBRIZIO GIOACCHINO**

Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
5 rue Primatice  
**75013 PARIS**

Tél. 06 76 79 70 83

**Courriel : [ga@albrizio-associes.fr](mailto:ga@albrizio-associes.fr)**

## **ASSOCIATION L214**

Exercice clos le 31 décembre 2025

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Mesdames, Messieurs, les membres de l'assemblée générale de l'Association L214.

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association L214 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note relative au tableau des produits et charges exceptionnels figurant dans l'annexe aux comptes annuels, qui présente les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 sur la présentation des produits et charges exceptionnels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

#### **➤ Compte Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public**

Dans le cadre de mes appréciations des principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites en annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et ont été correctement appliquées sur cet exercice comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification des documents adressés aux membres de l'assemblée générale**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 28 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes  
**Gioacchino ALBRIZIO**



# **ASSOCIATION L214**

2 RUE HENRI BERGSON

87087 STRASBOURG

## ***Bilan et Resultat***

Présenté en Euros

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement (I)						
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
Immobilisations incorporelles						
. Frais de développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	59 850	35 023	24 827	0,16	44 777	0,33
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	743 526	571 582	171 944	1,08	191 359	1,42
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations						
. Créances rattachées à des participations						
. Autres titres immobilisés	15		15	0,00	15	0,00
. Prêts	52 229		52 229	0,33	39 790	0,30
. Autres immobilisations financières	27 249		27 249	0,17	26 931	0,20
<b>TOTAL (II)</b>	<b>882 869</b>	<b>606 605</b>	<b>276 264</b>	<b>1,74</b>	<b>302 872</b>	<b>2,25</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Stocks et en-cours	7 338		7 338	0,05	12 608	0,09
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 680		9 680	0,06	7 931	0,06
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres créances	45 673		45 673	0,29	66 253	0,49
Charges constatées d'avance	321 799		321 799	2,03	188 469	1,40
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	15 208 145		15 208 145	95,84	12 877 854	95,70
<b>TOTAL (III)</b>	<b>15 592 634</b>		<b>15 592 634</b>	<b>98,26</b>	<b>13 153 115</b>	<b>97,75</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>16 475 503</b>	<b>606 605</b>	<b>15 868 899</b>	<b>100,00</b>	<b>13 455 987</b>	<b>100,00</b>

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	110 655	0,70	110 655	0,82
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	11 491 724	72,42	10 253 825	76,20
. Autres				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice	1 488 363	9,38	1 237 899	9,20
Situation nette (sous total)	13 090 742	82,49	11 602 379	86,22
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>13 090 742</b>	82,49	<b>11 602 379</b>	86,22
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	1 361 381	8,58	633 312	4,71
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 361 381</b>	8,58	<b>633 312</b>	4,71
<b>PROVISIONS</b>				
Provisions pour risques	471 525	2,97	385 026	2,86
Provisions pour charges	37 669	0,24	82 868	0,62
<b>TOTAL (III)</b>	<b>509 194</b>	3,21	<b>467 894</b>	3,48
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 552	0,01	1 362	0,01
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300 107	1,89	208 210	1,55
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	591 970	3,73	537 112	3,99
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	10 188	0,06	1 587	0,01
Produits constatés d'avance	3 764	0,02	4 130	0,03
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>907 582</b>	5,72	<b>752 402</b>	5,59
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>15 868 899</b>	100,00	<b>13 455 987</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents			4 000	
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>				



COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>													
Cotisations		62 641		0,53		59 045		0,55		3 596		6,09	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens		6 809		0,06		83 456		0,78		-76 647		-91,83	
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		84 334		0,71		29 850		0,28		54 484		182,53	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation													
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		8 253 852		69,29		7 635 735		71,50		618 117		8,10	
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie		20 489		0,17		6 650		0,06		13 839		208,11	
- Contributions financières		2 362 950		19,84		1 817 777		17,02		545 173		29,99	
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions		88 947		0,75		67 554		0,63		21 393		31,67	
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles		749		0,01						749		N/S	
Utilisations des fonds dédiés		633 312		5,32		501 109		4,69		132 203		26,38	
Autres produits		28 013		0,24		273		0,00		27 740		N/S	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>11 542 096</b>		<b>96,89</b>		<b>10 201 448</b>		<b>95,53</b>		<b>1 340 648</b>		<b>13,14</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>													
Achats de marchandises		1 421		0,01		-261		0,00		1 682		644,44	
Variations stocks		1 784		0,01		63 226		0,59		-61 442		-97,17	
Autres achats et charges externes		3 887 611		32,63		3 710 118		34,74		177 493		4,78	
Aides financières		3 000		0,03		50 618		0,47		-47 618		-94,06	
Impôts, taxes et versements assimilés		302 922		2,54		298 619		2,80		4 303		1,44	
Salaires et traitements		3 066 658		25,74		3 058 417		28,64		8 241		0,27	
Cotisations sociales		1 287 537		10,81		1 225 120		11,47		62 417		5,09	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		135 055		1,13		149 419		1,40		-14 364		-9,60	
Dotations aux provisions		116 499		0,98		22 568		0,21		93 931		416,21	
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles		9 836		0,08						9 836		N/S	
Reports en fonds dédiés		1 361 381		11,43		539 976		5,06		821 405		152,12	
Autres charges		209 771		1,76		209 992		1,97		-221		-0,10	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>		<b>10 383 474</b>		<b>87,16</b>		<b>9 327 813</b>		<b>87,35</b>		<b>1 055 661</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>1 158 622</b>		<b>9,73</b>		<b>873 636</b>		<b>8,18</b>		<b>284 986</b>		<b>32,62</b>	
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>													
De participation													
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé													
Autres intérêts et produits assimilés		370 503		3,11		407 238		3,81		-36 735		-9,01	
Reprises sur dépréciations et provisions													
Différences positives de change													
Produits des immobilisations financières cédées													
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie													
<b>Total des produits financiers (III)</b>		<b>370 503</b>		<b>3,11</b>		<b>407 238</b>		<b>3,81</b>		<b>-36 735</b>		<b>-9,01</b>	
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées													

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	370 503	3,11	407 238	3,81	-36 735	-9,01
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	1 529 125	12,84	1 280 873	11,99	248 252	19,38
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)			70 546	0,66	-70 546	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)			84 148	0,79	-84 148	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			-13 602	-0,12	13 602	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	40 762	0,34	29 373	0,28	11 389	38,77
Total des produits (I + III + V)	11 912 599	100,00	10 679 232	100,00	1 233 367	11,55
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	10 424 236	87,51	9 441 333	88,41	982 903	10,41
EXCEDENT OU DEFICIT	1 488 363	12,49	1 237 899	11,59	250 464	20,23

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	252		754			
Prestations en nature						
Bénévolat	481 394		419 945			
TOTAL	481 646		420 699			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature	252		754			
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	481 394		419 945			
TOTAL	481 646		420 699			

# PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31 décembre 2024, avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 15 868 899 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 1 488 363 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 27 Mai 2025 par les dirigeants de l'association.

## PRÉSENTATION ET FAITS MARQUANTS

### Présentation de l'association

L214 est une association d'intérêt général à but non lucratif, qui s'est donnée pour mission de défendre les animaux, en invitant notre société à ne plus les considérer comme des ressources à notre disposition mais comme des êtres ayant leurs intérêts propres.

Elle mène des actions de sensibilisation pour informer le public sur l'impact de la production de viande, poissons, lait et œufs, pour contribuer au développement de l'offre végétale dans l'alimentation, ou pour obtenir des avancées concrètes pour les animaux notamment auprès des entreprises, des institutions ou des responsables politiques.

La présentation des moyens mis en œuvre est développée dans la partie relative au compte d'emploi des ressources collectées auprès du public.

### Faits marquants de l'année 2025

#### Activité de l'association

L'année 2025 a été marquée par des avancées décisives sur le front des engagements d'entreprises et un renforcement de la pression exercée sur la grande distribution, dans un contexte législatif tendu où les tentatives d'entraver la liberté d'informer se sont multipliées.

**13 enquêtes ont été publiées**, toutes accompagnées de plaintes pour mauvais traitements, sévices graves ou actes de cruauté. Plusieurs ont eu des **conséquences immédiates** : la chaîne d'abattage des cochons de l'abattoir Rhône Ouest (Rhône) a été suspendue après la mobilisation de plus de 100 000 signataires ; l'agrément sanitaire de l'abattoir de Meaux (Seine-et-Marne), spécialisé dans l'abattage rituel, a été suspendu par le préfet après que le grand imam de Bordeaux Tareq Oubrou se fut associé à la démarche de L214 ; l'abattoir de Porto-Vecchio (Corse) a été fermé suite à un référé au tribunal administratif ; l'abattoir de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), présenté par le mathématicien Cédric Villani, a été suspendu le soir même de la diffusion de l'enquête. Au total, les

pétitions ont recueilli plus de 800 000 signatures et les vidéos d'enquête ont cumulé plus de 7 millions de vues.

**Avancée majeure sur le front des engagements d'entreprises** : après plus de trois ans de campagne publique, **LDC, premier producteur de poulets en France, s'est engagé à respecter les critères de l'European Chicken Commitment (ECC) d'ici 2028** pour ses marques Le Gaulois et Maître Coq, suivi deux mois plus tard par Terrena (Père Dodu, la Nouvelle Agriculture). De nouveaux engagements sur les critères du **Pig Minimum Standards** ont été obtenus auprès de plusieurs entreprises dont Le Pain Quotidien et La Pataterie, tandis que l'opération « Tournons le dos » a été relancée contre E.Leclerc avec 30 000 barquettes retournées en magasin. L214 a par ailleurs lancé le Plant Protein Pact (PPP), un référentiel visant à ce que les protéines végétales représentent au moins 60 % des volumes de protéines vendus par les distributeurs d'ici 2030. Face au refus de Carrefour de s'engager, une campagne publique a été déclenchée en novembre avec une enquête sur deux élevages Cooperl fournisseurs de l'enseigne, des actions devant les supermarchés avec tickets de caisse géants de 12 mètres et, en décembre, la distribution de plus de 10 millions de confettis militants dans les rayons.

**Sur le plan judiciaire**, L214 a obtenu la **huitième condamnation de l'État pour carence fautive** dans sa mission de contrôle vétérinaire — et la première concernant un élevage (Promontval/Herta, Aube). L'État a également été condamné pour l'abattoir de Blancafort (Cher). En matière de procédures-bâillons, la cour d'appel d'Angers a jugé que l'interdiction de diffusion des images de l'élevage Denkavit portait atteinte à la liberté d'expression, et la cour d'appel de Rennes a débouté l'élevage La Rose des Vents. Les amendements parlementaires visant à restreindre la diffusion d'images d'enquêtes ont été repoussés à l'Assemblée nationale comme au Sénat. L214 s'est également mobilisée contre la loi Duplomb et l'extension du régime des ICPE facilitant l'implantation de nouveaux élevages intensifs, et a déposé **six nouveaux recours contre des projets d'élevage**, portant le total à 26.

**Au niveau politique**, L214 a organisé **deux mobilisations devant le Parlement européen**, dont une en partenariat avec l'artiste Invader, recueillant 85 soutiens d'eurodéputés en faveur d'une réforme ambitieuse de la législation sur le bien-être animal. En France, la campagne « Le Sauvetage du siècle » a fait passer le nombre de députés signataires de la charte de 12 à 62 grâce à une action coordonnée de 33 groupes locaux et l'envoi de 5 374 cartes postales aux parlementaires. Le classement « Une ville pour les animaux » a continué de progresser, Grenoble atteignant 100 % des objectifs, et le nombre de villes dotées d'une délégation dédiée à la condition animale est passé à 79 sur 129 villes de plus de 50 000 habitants.

**L214 a porté pour la dernière fois le relais de la campagne Veganuary**, avec une chasse aux trésors vegan organisée par 37 groupes locaux et une centaine de retombées presse. Mon journal animal a été tiré à 126 000 exemplaires avec plus de 14 000 structures abonnées. L'équipe Éducation est intervenue dans 15 écoles hôtelières (582 élèves) et les expositions pédagogiques ont été empruntées par 141 établissements (une hausse de 29 %). En tout, 44 groupes locaux ont mené 696 actions cumulant environ 16 600 heures de bénévolat, avec un record de plus de 750 retombées presse locales et nationales. L'association compte 62 628 membres et 1,55 million de personnes abonnées sur les réseaux sociaux.

# PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## Méthode générale

Les comptes ont été établis dans le respect des conventions comptables de base et notamment des principes suivants :

- le principe de prudence ;
- la permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
- la continuité d'exploitation ;
- la non compensation ;
- l'indépendance des exercices.

Ils ont été établis conformément au règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, tel que modifié notamment par les règlements ANC n°2022-04 et ANC n°2023-03, ainsi qu'au règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, modifié notamment par le règlement ANC n°2022-06 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

# Principales méthodes d'évaluation et de présentation

## Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

## Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

## Stocks

Compte tenu de la faible valeur des stocks et de leur rotation, la valorisation au dernier prix d'achat est retenue comme une approximation raisonnable du coût d'acquisition, sans incidence significative sur les comptes annuels.

## Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

## Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

## Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

### **Contributions volontaires**

Les contributions volontaires sont considérées comme significatives, elles font l'objet d'une information dans l'annexe et dans le compte de résultat.

# NOTES SUR L'ACTIF

## Immobilisations

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	59 850 €	0 €	0 €	59 850 €
Immobilisations corporelles	679 069 €	105 527 €	41 070 €	743 526 €
dont matériel	45 563 €	0 €	16 936 €	28 627 €
dont Installations générales, agencement	53 821 €	5 798 €	0 €	59 619 €
dont Matériel de transport	58 784 €	24 890 €	7 000 €	76 674 €
dont Matériel de bureau	509 902 €	73 890 €	15 902 €	567 890 €
dont Matériel de bureau mat 20% TVA	780 €	0 €	0 €	780 €
dont Mobilier	10 999 €	949 €	1 232 €	10 716 €
dont Mobilier 20% TVA	625 €	0 €	0 €	625 €
Immobilisations financières	66 737 €	13 846 €	1 090 €	79 493 €
dont Titres immobilisés	15 €	0 €	0 €	15 €
dont prêts au personnel	1 000 €	0 €	1 000 €	0 €
dont Autres prêts	38 790 €	13 439 €	0 €	52 229 €
dont Dépôts et cautionnements versés	26 931 €	407 €	90 €	27 249 €
Biens reçus par legs/donations	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>805 656 €</b>	<b>119 373 €</b>	<b>42 160 €</b>	<b>882 869 €</b>



## Amortissements

Immobilisations amortissables	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
<b>TOTAL I</b>				
Autres immobilisations incorporelles	15 073 €	19 950 €	0 €	35 023 €
<b>TOTAL II</b>	15 073 €	19 950 €	0 €	35 023 €
Terrains				
Constructions				
Installations générales, agencements				
Inst. techniques, matériel, outillages industriels	36 819 €	2 894 €	11 086 €	28 627 €
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	23 231 €	6 257 €	0 €	29 489 €
Matériel de transport	57 201 €	6 514 €	7 000 €	56 716 €
Matériel de bureau et informatique	370 458 €	99 526 €	13 234 €	456 750 €
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL III</b>	<b>487 710 €</b>	<b>115 192 €</b>	<b>31 320 €</b>	<b>571 582 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>502 783 €</b>	<b>135 142 €</b>	<b>31 320 €</b>	<b>606 605 €</b>

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Installations techniques, matériel, outillages industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Installations générales, agencements divers	Linéaire	5 à 9 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Incorporelles	Linéaire	3 ans

## États des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	26 355 €	0 €	19 017 €	7 338 €
Matières premières			0 €	
Autres approvisionnements			0 €	
Dépréciation de stock	-13 748 €	13 748 €	0 €	
<b>TOTAL</b>	<b>12 608 €</b>	<b>13 748 €</b>	<b>19 017 €</b>	<b>7 338 €</b>

Suite à la décision de l'association d'externaliser sa boutique, plusieurs références d'articles ne sont plus proposées à la vente et ont été offertes.

## État des créances et charges constatées d'avance

État des créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances de plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>79 493 €</b>	<b>0 €</b>	<b>79 493 €</b>
Créances rattachées à des participations			
Prêt 1% Logement	52 229 €		52 229 €
Autres créances	27 264 €		27 264 €
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>55 353 €</b>	<b>55 353 €</b>	<b>0 €</b>
Fournisseurs débiteurs	15 296 €	15 296 €	
Clients	9 680 €	9 680 €	
Organismes sociaux			
État	4 958 €	4 958 €	
Autres créances	21 494 €	21 494 €	
Personnel - Rémunérations	3 924 €	3 924 €	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>321 799 €</b>	<b>321 799 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>456 645 €</b>	<b>377 152 €</b>	<b>79 493 €</b>

## État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Clients et comptes rattachés	5 657 €
Intérêts courus à recevoir	387 049 €
Autres produits à recevoir	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>392 706 €</b>

# NOTES SUR LE PASSIF

## Fonds associatifs

Variation des fonds propres (article 432-22 du règlement ANC n°2018-06)

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
Postes	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	110 655 €							110 655 €
Fonds propres avec droit de reprise								
Écart de réévaluation								
Réserves	10 253 825 €	1 237 899 €	479 941 €			0 €		11 491 724 €
Report à nouveau	0 €							0 €
Excédent ou déficit de l'exercice	1 237 899 €	-1 237 899 €	-479 941 €	1 488 363 €	603 827 €			1 488 363 €
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>11 602 379 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 488 363 €</b>	<b>603 827 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>13 090 742 €</b>
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>11 602 379 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 488 363 €</b>	<b>603 827 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>13 090 742 €</b>

## Legs et donations

Legs et donations	Montant
Montant perçu d'assurance-vie	14 608 €
Montant des legs ou donations	5 881 €
Prix de vente des biens reçus destinés à être cédés	
Rep. de dépréciation d'actifs reçus destinés à être cédés	
Utilisation de fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>PRODUITS</b>	<b>20 489 €</b>
Autres charges sur legs ou donation	
VNC des biens reçus destinés à être cédés	
Dot. de dépréciation d'actifs reçus destinés à être cédés	
Report en fonds dédiés liés aux legs ou donations	
<b>CHARGES</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 489 €</b>

## Analyse des fonds dédiés

Information relative aux fonds dédiés (article 431-6 du règlement ANC n°2018-06)

Nature des fonds	À l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont projets sans dépense depuis 2 ans
Silicon Valley Community Foundation #3	461 976 €		461 976 €			0 €	
Silicon Valley Community Foundation #4	171 335 €		171 335 €			0 €	
Coefficient Giving #1		1 361 381 €				1 361 381 €	
<b>TOTAL</b>	<b>633 312 €</b>	<b>1 361 381 €</b>	<b>633 312 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 361 381 €</b>	<b>0 €</b>

Deux financements distincts de l'Open Philanthropy ont été accordés en 2023 :

- Le premier projet financé a pour objectif de développer la production de vidéos d'enquêtes, de mener des campagnes en faveur des poules et poulets et d'accélérer la professionnalisation de l'association. Une partie de la somme totale (1 243 000 €) avait été versée en 2023 et l'autre en 2024 (1 049 000 €). A fin 2024, la somme non utilisée (461 976 €) a été reportée sur 2025. Elle a été entièrement utilisée lors de cet exercice ;
- Un second projet a été financé à hauteur de 236 000 € (158 000 € versés en 2023 et 78 000 € en 2024) pour mener des campagnes à l'échelle européenne qui prévoyait une révision de la législation sur le bien-être animal, puis plus spécifiquement sur celui des poulets de chair. La somme restante à fin 2024 (171 335 €) a bien été dépensée en 2025.

En novembre 2025, un nouveau financement a été accordé par Coefficient Giving pour un montant de 1 600 000 € pour financer le développement des enquêtes terrain, les actions auprès des entreprises, l'amélioration des conditions de travail, et l'exploration de nouveaux canaux de communication. Seuls 238 619 € ont été dépensés en 2025, le reste (1 361 381 €) est donc reporté en 2026.

## Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	À l'ouverture	Augmentation (Dotations de l'exercice)	Diminution (Reprises de l'exercice)	À la clôture
Provisions pour investissement				0 €
Amortissements dérogatoires				0 €
Autres provisions réglementées				0 €
<b>TOTAL (I)</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Provisions pour litiges	385 026 €	116 499 €	30 000 €	471 525 €
Provisions pour garanties aux clients				0 €
Provisions pour amendes et pénalités				0 €
Provisions pour pensions obligatoires similaires	82 868 €		45 199 €	37 669 €
Autres provisions pour risques et charges				0 €
<b>TOTAL (II)</b>	<b>467 894 €</b>	<b>116 499 €</b>	<b>75 199 €</b>	<b>509 194 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II)</b>	<b>467 894 €</b>	<b>116 499 €</b>	<b>75 199 €</b>	<b>509 194 €</b>
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		116 499 €	75 199 €	
- financières				
- exceptionnelles				

Les provisions pour risques et charges comprennent principalement les provisions constituées au titre des procédures judiciaires suivies par l'association ainsi que la provision relative aux engagements de fin de carrière.

Les provisions pour litiges sont évaluées dossier par dossier, en fonction des risques estimés à la clôture de l'exercice. Pour les procédures, initiées par l'association et dans lesquelles celle-ci est susceptible d'être condamnée au titre de l'article 700 du code de procédure civile ou de l'article 475-1 du code de procédure pénale, une provision forfaitaire de 3 000 € par procédure est retenue lorsque cette estimation apparaît adaptée au risque encouru, sauf appréciation spécifique conduisant à retenir un montant différent.

Les dotations de l'exercice correspondent aux nouveaux risques identifiés ainsi qu'à la réévaluation de risques existants. Les reprises correspondent aux risques devenus sans objet ou réduits, notamment à la suite de décisions rendues au cours de l'exercice.

Les procédures judiciaires suivies par L214 s'inscrivant dans le cadre normal de son objet associatif et de ses missions sociales, les dotations et reprises relatives aux litiges sont présentées en résultat d'exploitation.

La provision pour engagements de fin de carrière s'élève à 37 669 € au 31 décembre 2025, contre 82 868 € au 31 décembre 2024.

Cette diminution significative ne résulte pas de départs de salariés, mais principalement de la révision des hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation de l'engagement. Le taux de progression future des salaires, apprécié en 2024 dans un contexte encore marqué par les tensions inflationnistes, a été revu à la baisse en 2025 afin de tenir compte d'un environnement économique plus stabilisé. Cette hypothèse a un impact direct sur le montant projeté des indemnités de fin de carrière.

L'évolution des paramètres financiers, et notamment du taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actuelle de l'obligation future, contribue également à la diminution de l'engagement. Cette variation constitue une variation d'estimation actuarielle, sans changement de méthode d'évaluation.

## État des dettes et produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit	1 552 €	1 552 €		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	300 107 €	300 107 €		
Dettes fiscales et sociales	591 970 €	591 970 €		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	10 188 €	10 188 €		
Produits constatés d'avance	3 764 €	3 764 €		
<b>TOTAL</b>	<b>907 582 €</b>	<b>907 582 €</b>		

## Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	1 552 €
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	38 610 €
Dettes fiscales et sociales	352 136 €
Autres dettes	10 188 €
<b>TOTAL</b>	<b>402 486 €</b>

# NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

## Ventilation des ressources provenant de la générosité du public

Les dons constituent la principale ressource de l'association, ce qui lui confère un caractère de produits d'exploitation et non un caractère exceptionnel.

Conformément aux consignes de l'administration fiscale, seuls les dons reçus en 2025 sont comptabilisés dans les recettes de l'exercice 2025 et donnent droit à un reçu fiscal au titre de l'année 2025.

Les ressources provenant de la générosité du public sur l'exercice s'élèvent à 8 707 486 € et se décomposent de la façon suivante :

	2021	2022	2023	2024	2025
Dons manuels	6 412 934 €	6 606 474 €	6 715 340 €	7 694 780 €	8 316 493 €
Assurances-vie			92 087 €		14 608 €
Legs et donations			6 650 €	2 549 €	5 881 €
Mécénat					
Autres produits liés à la générosité du public	5 115 €	5 839 €	168 405 €	407 238 €	370 503 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 418 049 €</b>	<b>6 612 313 €</b>	<b>6 982 482 €</b>	<b>8 104 567 €</b>	<b>8 707 486 €</b>

## Fonds dédiés

À la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « *engagements à réaliser sur ressources affectées* » et au passif du bilan en « *fonds dédiés* ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « *fonds dédiés* » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « *report des ressources non utilisées des exercices antérieurs* ».



## Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Montant
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0 €</b>
Sur opérations de gestion	0 €
Produits sur exercices antérieurs	0 €
Reprises sur provisions	0 €
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0 €</b>
Dotations aux provisions	0 €
Charges sur exercices antérieurs	0 €
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0 €</b>

En application de la nouvelle définition du résultat exceptionnel issue de la modernisation des états financiers applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, seuls les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel sont désormais présentés en résultat exceptionnel.

Les procédures judiciaires suivies par L214 s'inscrivent dans le cadre normal de son objet associatif et de ses missions sociales, l'association ayant notamment pour mission de défendre les animaux et d'engager, lorsque cela est nécessaire, des actions judiciaires ou administratives en lien avec cette mission.

En conséquence, les dotations et reprises de provisions relatives aux litiges ont été classées en résultat d'exploitation. Ce reclassement constitue un changement de présentation sans incidence sur le résultat net de l'exercice.

## AUTRES INFORMATIONS

### Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :  
néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :  
néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>néant</b>	<b>néant</b>

### Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements au titre des indemnités de fin de carrière ont été valorisés selon une méthode actuarielle et s'élèvent à 37 669 € au 31 décembre 2025. Les principales explications relatives à la variation de cette provision sont présentées dans la note "Provisions pour risques et charges".

### Rémunération des dirigeants

Aucun membre du conseil d'administration ou du bureau de l'association n'est rémunéré.  
Les statuts de l'association prévoient que « *les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées* ».

### Un salaire unique pour toutes personnes salariées

Toutes les personnes salariées, y compris la directrice et les membres du comité de pilotage, perçoivent le même salaire : 2 800 € brut par mois, sur 12 mois (soit environ 34 k€ brut par an), avec un complément géographique mensuel pour les personnes habitant dans l'aire urbaine de Paris (200 € bruts).

De ce fait, il n'y a aucun écart entre le salaire le plus faible et le plus élevé, ni entre celui des femmes et celui des hommes.

### Une majorité de femmes à tous les échelons hiérarchiques

L'équipe de l'association L214 est composée de 61 % de femmes et 39 % d'hommes. La proportion de femmes varie légèrement selon où l'on se situe dans la hiérarchie :

- 48 % des salarié·es n'ayant pas de rôle d'encadrement sont des femmes
- 59 % des salarié·es en charge de la coordination d'une équipe sont des femmes
- 62,5 % des responsables de pôle (regroupement d'équipes) sont des femmes
- 50 % des membres du comité de pilotage (l'équipe de direction) sont des femmes

## Près de 100 % de personnes salariées en CDI

Au 31 décembre 2025, l'association comptait 99 personnes en CDI (soit 99 %) et 1 CDD (soit 1 %) - aucun contrat d'apprentissage, aucun stagiaire, aucun service civique.

## Aucun temps partiel imposé par l'employeur

La durée hebdomadaire du travail dans l'association est de 35 heures.

18 personnes étaient à temps partiel au 31 décembre 2025, dont 7 personnes en temps partiel thérapeutique : il s'agit systématiquement d'un choix des personnes salariées de réduire leur temps de travail, tous les postes étant proposés à temps plein.

Ainsi l'**effectif salarié au 31 décembre de chaque année** est le suivant :

	Personnel salarié 2025	Personn el salarié 2024	Personn el salarié 2023	Personn el salarié 2022	Personn el salarié 2021	Personn el salarié 2020	Personn el salarié 2019	Personn el salarié 2018	Personn el salarié 2017	Personn el salarié 2016
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Non cadres	100	99	92	82	72	69	64	52	33	15
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>92</b>	<b>82</b>	<b>72</b>	<b>69</b>	<b>64</b>	<b>52</b>	<b>33</b>	<b>15</b>

## Comité social et économique (CSE)

Le comité économique et social (CSE) actuel est composé de trois femmes et de deux hommes et a été élu en juin 2023. Il se réunit chaque semaine et organise un point avec la direction chaque mois.

Au cours de l'année 2025, le CSE a participé aux discussions sur l'attribution d'une Prime de partage de la valeur (PPV) et sur l'augmentation salariale de début d'année.

Le CSE a également élaboré un questionnaire dans le cadre du travail préparatoire pour les négociations annuelles, en recueillant l'avis des salarié.es sur des sujets comme le salaire, le coworking ou le pack santé. La restitution des résultats a été effectuée lors du séminaire annuel.

Concernant les activités sociales et culturelles, les salariés ont à nouveau bénéficié de chèques cadeaux et culture pour un total de 200 € et d'une subvention sport de 100 €.

Sur l'exercice 2025, l'association lui a alloué 5 973 € de subvention de fonctionnement et 35 839 € au titre des activités sociales et culturelles.

## **Nature et évaluation des contributions volontaires**

Conformément au règlement ANC n°2018-06, nous avons procédé à la comptabilisation des contributions volontaires en nature.

Les heures de bénévolat consacrées à l'association se sont élevées à 16 821 heures en 2025, valorisées pour 481 394 € (contre 15 326 heures valorisées pour 419 945 € en 2024).

L'association a bénéficié de trois dons en nature en 2025 pour un total de 252€ et d'une valeur respective de 24€, 54€ et 174€ (produits alimentaires pour les interventions en écoles hôtelières).

### **Méthode de valorisation des contributions volontaires en nature**

Le taux horaire utilisé pour la valorisation du bénévolat est de 28,62 €, ce qui correspond au taux horaire chargé moyen des salariés en 2025. Il est en légère hausse par rapport à 2024.

Les dons et prestations en nature ont quant à eux été évalués aux prix du marché.

## **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 6 200 €.

# **ENGAGEMENTS HORS BILAN**

### **Engagements donnés**

Néant.

### **Engagements reçus**

Néant.

# COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le compte de résultat par origine et destination est établi conformément à l'article 432-2 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

## Produits

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
1. Produits liés à la générosité du public	8 707 486 €	8 707 486 €	8 104 567 €	8 104 567 €
Cotisations sans contrepartie	62 641 €	62 641 €	59 045 €	59 045 €
Dons, legs et mécénat	8 274 342 €	8 274 342 €	7 638 284 €	7 638 284 €
Dons manuels	8 253 852 €	8 253 852 €	7 635 735 €	7 635 735 €
Legs, donations et assurances-vie	20 489 €	20 489 €	2 549 €	2 549 €
Mécénat	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres produits liés à la générosité du public	370 503 €	370 503 €	407 238 €	407 238 €
2. Produits non liés à la générosité du public	2 482 855 €		2 011 805 €	
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage d'entreprise				
Contributions financières sans contrepartie	2 362 950 €		1 817 777 €	
Autres produits non liés à la générosité du public	119 905 €		194 028 €	
3. Subventions et autres concours publics	0 €		0 €	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	88 947 €		57 650 €	
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs	633 312 €		501 109 €	
<b>TOTAL</b>	<b>11 912 599 €</b>	<b>8 707 486 €</b>	<b>10 675 131 €</b>	<b>8 104 567 €</b>

Les ressources de L214 proviennent essentiellement des dons, legs et contributions financières de particuliers, d'associations ou de fondations (près de 90 %) et des intérêts d'épargne (3,1 %).

Le reste provient entre autres des produits de la boutique (0,2%), des versements suivant des décisions de justice (0,2 %) et des reprises de provisions pour risques juridiques (0,7%), mais aussi de l'utilisation en 2025 de fonds dédiés versés en les années précédentes pour des projets spécifiques (5,3 %).

### 1. Produits liés à la générosité du public

L214 développe depuis des années la collecte de dons auprès du grand public. En 2025, ces dons et cotisations s'élèvent à 8,3 M€.

Les « autres produits liés à la générosité du public » (371 k€) correspondent aux intérêts d'épargne sur l'argent provenant des dons des années précédentes.

## **2. Produits non liés à la générosité du public**

En 2025, L214 a bénéficié de financements de la part de différentes fondations pour un total de 2,4 M€, dont 1,6 M€ de la part de Coefficient Giving (pour mener à bien des actions en faveur des poulets et des cochons, de développer nos capacités d'enquêtes et de poursuivre la professionnalisation de l'association), 340 k€ de la Karuna Foundation, 200 k€ du Navigation Fund et 200 k€ provenant du Fonds de dotation "*L214, pour la défense des animaux*".

Parmi les produits non liés à la générosité du public, on retrouve principalement les ventes (livres, vêtements, goodies...) réalisées *via* la boutique en ligne (7 k€).

Nous avons également bénéficié de versements en notre faveur dans le cadre de décisions de justice (28 k€) et de la refacturation de dépenses effectuées pour le compte du Fonds de dotation "*L214, pour la défense des animaux*" (67 k€).

## **3. Subventions et autres concours publics**

L214 n'a pas bénéficié de subventions publiques en 2025.

## **4. Reprises sur provisions et dépréciations**

Les reprises sur provisions et dépréciations comprennent principalement la reprise de provisions pour litiges devenues sans objet à hauteur de 30 k€, la reprise partielle de la provision pour engagements de retraite à hauteur de 45 k€, ainsi que la reprise de dépréciation des stocks pour 14 k€.

## **5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs**

En 2023, l'Open Philanthropy (désormais appelé Coefficient Giving) a renouvelé son financement pour soutenir une partie des actions de L214 (actions en faveur des poulets et des cochons, développement de nos capacités d'enquêtes et de communication, ainsi que la poursuite de la professionnalisation de l'association) pour un total de 2,3 M€, versés en deux temps. A fin 2024, 462 k€ n'avaient pas encore été utilisés sur les 1,0 M€ versés, ce qui a été fait en 2025.

Un autre financement de Coefficient Giving distinct du précédent avait également été accordé à l'association en 2023, cette fois pour soutenir nos campagnes sur le terrain politique à l'échelle européenne, pour un total de 236 k€. Le solde non utilisé à la clôture 2024, soit 171 k€, a été utilisé en 2025.

## Charges

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
1. Missions sociales	6 758 536 €	5 887 356 €	6 690 457 €	5 546 991 €
Réalisées en France	6 758 536 €	5 887 356 €	6 680 639 €	5 537 173 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	6 758 536 €	5 887 356 €	6 639 839 €	5 496 373 €
<i>Versement à d'autres organismes</i>	0 €	0 €	40 800 €	40 800 €
Réalisées à l'étranger	0 €	0 €	9 818 €	9 818 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>		0 €		0 €
<i>Versement à d'autres organismes</i>	0 €	0 €	9 818 €	9 818 €
2. Frais de recherche de fonds	653 929 €	626 554 €	599 951 €	570 112 €
Frais d'appel à la générosité du public	653 929 €	626 554 €	599 951 €	570 112 €
Frais de recherche d'autres ressources		0 €		0 €
3. Frais de fonctionnement	1 493 130 €	1 473 249 €	1 469 498 €	1 401 276 €
4. Dotation aux provisions et dépréciations	116 499 €	116 499 €	107 978 €	106 246 €
5. Impôts sur les bénéfices	40 762 €		29 373 €	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	1 361 381 €		539 976 €	
<b>TOTAL</b>	<b>10 424 236 €</b>	<b>8 103 658 €</b>	<b>9 437 232 €</b>	<b>7 624 626 €</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>1 488 363 €</b>	<b>603 827 €</b>	<b>1 237 899 €</b>	<b>479 941 €</b>

L214 réalise ses missions en France. L'association a pour objet de défendre les animaux, notamment ceux utilisés dans la consommation alimentaire, en révélant les pratiques qui leur nuisent dans nos modèles agricoles et alimentaires, et en encourageant les solutions pour les faire disparaître.

Les missions sociales comprennent les dépenses opérationnelles directes et indirectes engagées pour la réalisation des actions.

### 1 - Missions sociales

Les missions sociales de L214 s'inscrivent dans un objectif central : **réduire de moitié le nombre d'animaux tués pour l'alimentation en France d'ici 2030**. Pour porter cette ambition, l'association déploie son plaidoyer « Le Sauvetage du siècle » et structure son action autour des axes suivants :

- **Soulever la question animale**, notamment sur les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux (via des enquêtes), sur l'impact de la production et de la consommation de produits animaux, ainsi que sur les avancées en éthologie :
  - auprès du grand public, en lui proposant des actions concrètes,
  - auprès des plus jeunes (L214 Éducation),
  - auprès des citoyens et des décideurs publics (Politique & Animaux).
- **Réduire le nombre d'animaux tués pour la consommation humaine** en agissant à tous les niveaux de la chaîne alimentaire :



- auprès du grand public, via les ressources Vegan Pratique et le Veggie Challenge (recettes, conseils nutritionnels, accompagnement à la transition alimentaire),
  - auprès des entreprises agroalimentaires, en les incitant à réduire la part de produits d'origine animale dans leurs ventes au bénéfice de l'offre végétale,
  - auprès des professionnels de la restauration collective et des collectivités, en mettant à disposition formations, outils et ressources pour développer une offre végétale gourmande et accessible,
  - auprès des élus et des pouvoirs publics, en portant des mesures structurantes (moratoire sur les élevages intensifs, végétalisation de la restauration collective, mesures-miroirs, etc.).
- **Faire reculer les pires pratiques** d'élevage et d'abattage, en complément de cette ambition de réduction, en encourageant les entreprises agroalimentaires à bannir de leurs approvisionnements les produits issus des formes d'élevage et d'abattage les plus cruelles (élevages intensifs, conditions d'abattage reconnues par la communauté scientifique comme sources de souffrances pourtant évitables).

**75,9 %** des dépenses engagées par l'association hors dotations aux provisions, impôts et reports en fonds dédiés sont affectées à ces missions sociales.

## **2 - Frais de recherche de fonds**

L214 a consacré **7,3 %** de ses dépenses de l'année 2025 (soit 654 k€) à l'activité dite de « *recherche de fonds* », essentiellement sur les frais d'appel à la générosité du public.

Il s'agit des salaires de l'équipe en charge des relations avec les donateurs (3,4 équivalents temps plein [ETP], soit 178 k€) et des commissions et frais bancaires sur les dons reçus (120 k€). On y retrouve également les frais d'envoi pour les reçus fiscaux et courriers destinés aux donateurs (30 k€) et des dépenses liées au développement de l'outil de gestion des dons (dont 105 k€ de prestations réalisées par notre équipe informatique) et à la communication (29 k€ de dépenses directes pour des supports de communication et 65 k€ de quote-part de salaires et d'achats des autres équipes contributrices).

## **3 - Frais de fonctionnement**

Il s'agit essentiellement de frais de personnel (19,5 ETP, soit 1,0 M€) et de structure (87 k€ de communication institutionnelle, 14 k€ d'honoraires, 34 k€ de frais de missions, 52 k€ de loyers, 51 k€ pour nos outils côté RH et 24 k€ côté Comptabilité, 19 k€ pour des services liés à la sécurité informatique, etc.), non affectables aux missions sociales de l'association. Ils relèvent principalement des services administratifs (gestion des ressources humaines, comptabilité, informatique interne) et de la direction de l'association, et représentent au total **16,8 %** des ressources utilisées durant l'année 2025, soit 1,5 M€ (stable par rapport à 2024).

## **4. Dotation aux provisions et dépréciations**

Il s'agit des dotations aux provisions pour des risques juridiques nouveaux ou accrus (116 k€)



## 5. Impôts sur les bénéfices

L'association a payé 41 k€ d'impôts sur les intérêts d'épargne qu'elle a touchés en 2025.

## 6. Reports en fonds dédiés de l'exercice

L'association a perçu un total de 1,6 M€ de financements de la part de Coefficient Giving en 2025 mais n'en a utilisé qu'une partie. Le montant non utilisé (1,4 M€) a été reporté en fonds dédiés.

## Contributions volontaires en nature

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	481 646 €	481 646 €	419 945 €	419 945 €
Bénévolat	481 394 €	481 394 €	419 945 €	419 945 €
Prestations en nature				
Dons en nature	252 €	252 €		
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature	0 €	0 €	0 €	0 €
Prestations en nature				
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>481 646 €</b>	<b>481 646 €</b>	<b>419 945 €</b>	<b>419 945 €</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
1. Contributions volontaires aux missions sociales	481 646 €	481 646 €	419 945 €	419 945 €
Réalisées en France	481 646 €	481 646 €	419 945 €	419 945 €
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds				
3. Contributions volontaires au fonctionnement				
<b>TOTAL</b>	<b>481 646 €</b>	<b>481 646 €</b>	<b>419 945 €</b>	<b>419 945 €</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

L214 s'efforce de valoriser les nombreuses heures consacrées par ses membres bénévoles à la réalisation des actions de l'association. Près de 17 000 heures bénévoles ont été dénombrées en 2025, valorisées à hauteur de 481 394 €. Ce chiffre est en hausse par rapport à 2024 (+15%).

# TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE CHARGES DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DU CROD

Pour une meilleure compréhension de ses comptes, l'association décide de fournir à titre d'informations complémentaires un rapprochement entre les charges du compte de résultat et les charges du CROD, établi conformément à l'article 432-16 du règlement ANC n°2018-06.

Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et celles du CROD	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôts sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Total du compte de résultat
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	Par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises	1 421 €				0 €		0 €				1 421 €
Variation de stock	1 784 €				0 €		0 €				1 784 €
Autres charges externes	3 229 675 €				315 602 €		342 335 €				3 887 611 €
Aides financières		0 €		0 €							0 €
Impôts et taxes	213 250 €				20 592 €		68 619 €				302 461 €
Salaires	2 186 113 €				214 972 €		665 573 €				3 066 658 €
Cotisations sociales	915 976 €				91 373 €		280 188 €				1 287 537 €
Dotations aux amortissements	99 541 €				4 017 €		31 497 €				135 055 €
Dotations aux provisions								116 499 €			116 499 €
Report en fonds dédiés									1 361 381 €		1 361 381 €
Autres charges	98 110 €				7 325 €		104 798 €				210 232 €
Charges financières											0 €
Charges exceptionnelles	12 666 €				48 €		121 €				12 836 €
Participations des salariés au résultat											0 €
Impôt sur les bénéfices									40 762 €		40 762 €
TOTAL	6 758 536 €	0 €	0 €	0 €	653 929 €	0 €	1 493 130 €	116 499 €	40 762 €	1 361 381 €	10 424 236 €

# COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

## COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

### Préambule

Le compte d'emploi des ressources (CER) est une présentation adaptée du compte de résultat, destinée à mettre en perspective les dons collectés et les coûts des moyens mis en œuvre. Il ne saurait être confondu avec le compte de résultat, qui comptabilise les charges et les produits (par nature) de l'ensemble des activités de l'association.

Cette annexe permet de présenter les résultats de la collecte de l'année au regard de l'utilisation des fonds. Toutefois, L214 réalise des missions dans la durée et en continu. Les fonds collectés durant l'année 2025 ne sont donc pas nécessairement utilisés cette même année, compte tenu du temps nécessaire pour organiser des campagnes. Réciproquement, certains des projets et enquêtes réalisés en 2025 ont été financés par des fonds collectés les années précédentes.

Le CER est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public afin d'assurer la transparence financière, notamment vis-à-vis des donateurs.

Il a été élaboré conformément à la loi n°91-772 du 7 août 1991 et au règlement ANC n°2018-06.

### Méthodologie

Les emplois du CER sont ventilés, à partir de la comptabilité analytique, dans les trois rubriques définies par le règlement ANC n°2018-06 : les « *missions sociales* », les « *frais de recherche de fonds* » et les « *frais de fonctionnement* ».

Une autre dimension analytique permet de suivre l'affectation des fonds dédiés.

Tous les coûts qui concernent une équipe ou une activité correspondant à l'une des trois grandes rubriques du CER leur sont directement affectés. Néanmoins, certaines dépenses peuvent être rattachées à plusieurs rubriques du CER. Dans ces cas particuliers, ces charges indirectes sont alors ventilées entre les différentes rubriques.

Cette ventilation concerne les dépenses suivantes :

- les frais généraux (515 k€) sont répartis au prorata des frais de personnel, donc essentiellement en missions sociales et en frais de fonctionnement, et une partie en recherche de fonds. Il s'agit des dépenses qui concernent tous les salariés (les loyers des locaux par exemple). Une petite partie concerne également l'organisation des différents événements externes et internes de l'association auxquels sont conviés l'ensemble des salariés ;
- les charges de l'équipe de direction (134 k€) sont réparties en fonction du temps passé sur les missions sociales, la recherche de fonds et l'activité de direction de l'association, cette dernière étant comptabilisée en frais de fonctionnement. Il s'agit quasi exclusivement de dépenses de salaires ;

- les charges des équipes administratives (1 005 k€) sont affectées à 100 % en frais de fonctionnement, à l'exception de l'équipe Informatique interne qui a également réalisé des projets ponctuels pour d'autres équipes. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;
- les charges de l'équipe Juridique (97 k€) sont réparties en fonction du temps passé sur les dossiers propres à chaque équipe ou campagne, notamment le suivi des procédures judiciaires contre des élevages. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;
- les charges de l'équipe Boutique sont partiellement (66 k€) réparties sur les autres équipes au prorata du temps passé. En effet, en plus de la gestion de la boutique "grand public", cette équipe prend en charge le support logistique consistant à expédier du matériel ou des supports de communication aux différentes équipes et groupes bénévoles. Il s'agit là aussi de dépenses de salaires essentiellement ;
- les charges de l'équipe Création (388 k€) sont réparties en fonction du temps passé sur les missions sociales et sur la recherche de fonds. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;
- les charges informatiques (412 k€) sont réparties en fonction du temps passé entre les missions sociales et la recherche de fonds. Il s'agit essentiellement de dépenses de salaires ;
- les charges de communication (942 k€) sont réparties en fonction de plusieurs indicateurs quantifiables (nombre de pages du magazine ou de lettres d'information électronique dédiées à un sujet, etc.) entre les missions sociales (essentiellement pour des actions de sensibilisation), la recherche de fonds (pour les appels à dons) et les frais de fonctionnement (pour ce qui relève de la communication dite « institutionnelle »). Il s'agit principalement de dépenses de salaires et de frais de diffusion sur nos réseaux (impression et affranchissement des magazines, coût d'envoi des mails) ;
- les dépenses de l'équipe en charge du réseau de bénévoles (564 k€) sont réparties sur les différentes campagnes auxquelles les groupes de bénévoles ont participé, au prorata du nombre d'actions effectuées (plus de 700 sur toute la France en 2025). On y retrouve les dépenses de salaires mais également l'achat de matériel destiné aux actions et les coûts de location pour le stockage de ce même matériel.

## Ressources

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1. Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>8 707 486 €</b>	<b>8 104 567 €</b>
Cotisations sans contrepartie	62 641 €	59 045 €
Dons, legs et mécénats	8 274 342 €	7 638 284 €
<i>Dons manuels</i>	8 253 852 €	7 635 735 €
<i>Legs, donations et assurance-vie</i>	20 489 €	2 549 €
<i>Mécénat</i>	0 €	0 €
Autres ressources liées à la générosité du public	370 503 €	407 238 €
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>8 707 486 €</b>	<b>8 104 567 €</b>
Reprise sur provisions et dépréciations		
Utilisations de fonds dédiés antérieurs		
<b>DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 707 486 €</b>	<b>8 104 567 €</b>
<b>RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>	<b>9 371 382 €</b>	<b>8 891 441 €</b>
Excédent ou insuffisance de la générosité du public	603 827 €	479 941 €
Investissements ou désinvestissement nets liés à la générosité du public		
<b>RESSOURCES REPORTÉES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>	<b>9 975 209 €</b>	<b>9 371 382 €</b>

### Cotisations sans contrepartie et dons manuels

Les cotisations, dons et legs collectés auprès du public en 2025 (8,3 M€) sont en hausse de +8 % par rapport à 2024, soit +0,6 M€. Ils représentent la quasi-totalité des ressources liées à la générosité du public.

### Autres ressources liées à la générosité du public

Les intérêts d'épargne s'élèvent à 371 k€, contre 407 k€ l'année précédente, en raison d'une baisse des taux d'intérêt de nos placements financiers.

### Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice

À l'issue de l'exercice 2025, L214 dispose de 10 M€ de ressources reportées (+6,4 %). Ses emplois de l'année (8,0 M€) ont progressé de +6 % par rapport à l'année précédente. Le niveau de réserves se situe donc à un peu moins d'une année et demie de dépenses (1,25, comme en 2024).

L'association a collecté environ 42 % des dons reçus lors du dernier trimestre, et environ 24 % sur le seul mois de décembre. Ces réserves permettent à l'association d'engager en cours d'année des dépenses plus importantes que ses recettes, en anticipant les recettes espérées sur le dernier trimestre.



## Emplois

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>		
<b>1. Missions sociales</b>	<b>5 887 356 €</b>	<b>5 546 991 €</b>
Réalisées en France	5 887 356 €	5 537 173 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	5 887 356 €	5 496 373 €
<i>Versements à d'autres organisations</i>	0 €	40 800 €
Réalisées à l'étranger	0 €	9 818 €
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	0 €	0 €
<i>Versement à d'autres organisations</i>	0 €	9 818 €
<b>2. Frais de recherche de fonds</b>	<b>626 554 €</b>	<b>570 112 €</b>
Frais d'appel à la générosité du public	626 554 €	570 112 €
Frais de recherche d'autres ressources	0 €	0 €
<b>3. Frais de fonctionnement</b>	<b>1 473 249 €</b>	<b>1 401 276 €</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>7 987 159 €</b>	<b>7 518 379 €</b>
Dotations aux provisions et dépréciations	116 499 €	106 246 €
Report en fonds dédiés de l'exercice		
<b>EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	<b>603 827 €</b>	<b>479 941 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 707 486 €</b>	<b>8 104 567 €</b>

### Missions sociales

Les dépenses affectées aux missions sociales en 2025 (5,9 M€) ont augmenté de +6 % par rapport à l'année passée. Elles représentent 73,7 % des dépenses de l'association sur le périmètre des ressources collectées auprès du public.

### Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds (627 k€) sont en hausse de +10 % par rapport à l'année précédente. Cela correspond à 7,8 % des dépenses de l'association.

### Frais de fonctionnement

Le reste des dépenses (18,4 %) sont des frais de fonctionnement (1,5 M€). Ils ont augmenté moins vite que le total des emplois (+5 %) par rapport à l'année précédente.

## Contributions volontaires en nature

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>Ressources de l'exercice</b>		
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	481 646 €	419 945 €
<i>Bénévolat</i>	481 394 €	419 945 €
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Dons en nature</i>	252 €	
<b>TOTAL</b>	<b>481 646 €</b>	<b>419 945 €</b>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>Emplois de l'exercice</b>		
1. Contributions volontaires aux missions sociales	481 646 €	419 945 €
Réalisées en France	481 646 €	419 945 €
Réalisées à l'étranger		
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds		
3. Contributions volontaires au fonctionnement		
<b>TOTAL</b>	<b>481 646 €</b>	<b>419 945 €</b>

## Fonds dédiés

FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE</b>		
Utilisation		
Report		
<b>FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE</b>		

Aucun fonds dédié n'est lié à la générosité du public sur l'exercice 2025.

# ANNEXES DU CER

## Détail des Missions sociales

Type de dépenses	Charges indirectes										Retraitements du périmètre hors générosité publique		TOTAL CER
	Charges directes	Support communication	Support terrain	Support création	Support Web	Support logistique	Support administratif	Organisation asso	Frais généraux	TOTAL CROD	Boutique L214	Fonds dédiés	
Salaires et cotisations sociales	1 566 356 €	649 166 €	426 381 €	291 228 €	144 384 €	32 913 €	92 527 €	61 604 €	50 780 €	3 315 340 €	-33 346 €	-240 582 €	3 041 411 €
Frais de communication	669 569 €	189 011 €	45 688 €	73 €	28 €	6 €	18 €	11 €	308 €	904 711 €	-766 €	-151 851 €	752 095 €
Frais de mission	190 040 €	21 799 €	28 589 €	9 211 €	3 126 €	1 811 €	1 254 €	6 565 €	10 783 €	273 178 €	-2 475 €	-49 741 €	220 962 €
Achat de matériel et fournitures	289 635 €	3 301 €	54 886 €	2 766 €	543 €	613 €	1 120 €	344 €	2 603 €	355 817 €	-885 €	-90 314 €	264 619 €
Locations mobilières et immobilières	31 210 €	18 885 €	62 730 €	8 322 €	9 224 €	5 635 €	2 843 €	20 299 €	26 040 €	185 188 €	-6 735 €	-14 956 €	163 497 €
Affranchissement et frais d'expédition	48 266 €	911 €	4 116 €	411 €	186 €	4 311 €	175 €	368 €	1 745 €	60 489 €	-5 239 €	-6 779 €	48 472 €
Achats de marchandises	3 205 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 205 €	-3 205 €	0 €	0 €
Honoraires et frais juridiques	293 750 €	1 854 €	25 698 €	779 €	2 735 €	111 €	1 271 €	143 €	4 228 €	330 570 €	-252 €	-13 518 €	316 800 €
Autres prestataires	863 979 €	609 €	3 190 €	103 €	51 €	2 903 €	306 €	19 €	561 €	871 721 €	-3 533 €	-168 188 €	700 001 €
Dotations aux amortissements	71 433 €	5 776 €	10 703 €	5 908 €	1 498 €	1 467 €	1 753 €	172 €	833 €	99 541 €	-2 180 €	0 €	97 362 €
Dons à d'autres organismes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cotisations	1 629 €	194 €	787 €	46 €	23 €	26 €	15 €	9 €	252 €	2 979 €	-30 €	0 €	2 949 €
Dotations aux provisions										0 €			0 €
Impôts et taxes										0 €			0 €
Autres charges diverses	166 357 €	49 489 €	29 342 €	20 627 €	15 906 €	10 300 €	8 903 €	2 614 €	52 258 €	355 797 €	-13 613 €	-61 330 €	280 855 €
TOTAL	4 195 430 €	940 994 €	682 107 €	339 475 €	177 704 €	60 086 €	110 164 €	92 145 €	150 396 €	6 758 536 €	-72 256 €	-787 258 €	5 889 022 €



# Détail des frais de recherche de fonds

Type de dépenses	Charges directes	Charges indirectes							Retraitements du périmètre hors générosité publique				
		Support communication	Support terrain	Support création	Support Web	Support logistique	Support administratif	Organisation asso	Frais généraux	TOTAL CROD	Boutique L214	Fonds dédiés	TOTAL CER
Salaires et cotisations sociales	177 927 €	11 780 €	0 €	32 287 €	85 627 €	4 220 €	0 €	6 543 €	8 554 €	326 937 €		-30 309 €	296 628 €
Frais de communication	28 564 €	13 743 €	0 €	8 €	17 €	1 €	0 €	1 €	52 €	42 386 €		0 €	42 386 €
Frais de mission	3 574 €	413 €	0 €	1 021 €	1 854 €	232 €	0 €	1 034 €	1 816 €	9 944 €		-5 153 €	4 791 €
Achat de matériel et fournitures	26 435 €	71 €	0 €	307 €	322 €	79 €	0 €	12 €	439 €	27 666 €		-5 394 €	22 271 €
Locations mobilières et immobilières	13 328 €	338 €	0 €	923 €	5 470 €	722 €	0 €	3 356 €	4 386 €	28 523 €		-11 839 €	16 685 €
Affranchissement et frais d'expédition	30 281 €	21 €	0 €	46 €	110 €	553 €	0 €	58 €	294 €	31 363 €		0 €	31 363 €
Achats de marchandises	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €
Honoraires et frais juridiques	0 €	33 €	0 €	86 €	1 622 €	14 €	0 €	14 €	712 €	2 482 €		-1 156 €	1 327 €
Autres prestataires	28 582 €	17 €	0 €	11 €	30 €	372 €	0 €	2 €	94 €	29 109 €		-122 004 €	-92 895 €
Dotations aux amortissements	2 054 €	89 €	0 €	655 €	888 €	188 €	0 €	3 €	140 €	4 017 €		0 €	4 017 €
Dons à d'autres organismes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €
Cotisations	2 342 €	4 €	0 €	5 €	14 €	3 €	0 €	1 €	42 €	2 411 €		0 €	2 411 €
Dotations aux provisions										0 €		0 €	0 €
Impôts et taxes										0 €		0 €	0 €
Autres charges diverses	126 015 €	966 €	0 €	2 287 €	9 433 €	1 321 €	0 €	267 €	8 803 €	149 091 €		-8 675 €	140 416 €
TOTAL	439 102 €	27 477 €	0 €	37 636 €	105 387 €	7 705 €	0 €	11 290 €	25 333 €	653 929 €	0 €	-184 530 €	469 399 €

# Détail des frais de fonctionnement

Charges indirectes													
	Charges directes	Support communication	Support terrain	Support création	Support Web	Support logistique	Support administratif	Organisation asso	Frais généraux	TOTAL CROD	Boutique L214	Fonds dédiés	TOTAL CER
Type de dépenses	Salaires et cotisations sociales	66 994 €	26 110 €	0 €	9 686 €	131 955 €	0 €	727 930 €	50 345 €	1 360 €	1 014 379 €	-4 633 €	1 009 746 €
	Frais de communication	0 €	56 634 €	0 €	2 €	26 €	0 €	150 €	10 €	8 €	56 830 €	-1 946 €	54 884 €
	Frais de mission	8 314 €	918 €	0 €	306 €	2 857 €	0 €	20 427 €	1 247 €	289 €	34 357 €	-105 €	34 252 €
	Achat de matériel et fournitures	47 €	175 €	0 €	92 €	496 €	0 €	26 023 €	339 €	70 €	27 242 €	-16 794 €	10 448 €
	Locations mobilières et immobilières	1 740 €	730 €	0 €	277 €	8 430 €	0 €	38 814 €	1 349 €	697 €	52 037 €	0 €	52 037 €
	Affranchissement et frais d'expédition	974 €	60 €	0 €	14 €	170 €	0 €	3 355 €	64 €	47 €	4 684 €	0 €	4 684 €
	Achats de marchandises	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Honoraires et frais juridiques	13 527 €	72 €	0 €	26 €	2 500 €	0 €	20 257 €	135 €	113 €	36 629 €	-172 €	36 457 €
	Autres prestataires	304 €	51 €	0 €	3 €	46 €	0 €	60 369 €	18 €	15 €	60 807 €	-1 876 €	58 931 €
	Dotations aux amortissements	347 €	174 €	0 €	196 €	1 369 €	0 €	29 198 €	190 €	22 €	31 497 €	0 €	31 497 €
	Dons à d'autres organismes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Cotisations	2 704 €	10 €	0 €	2 €	21 €	0 €	120 €	8 €	7 €	2 871 €	0 €	2 871 €
	Dotations aux provisions											0 €	0 €
	Impôts et taxes											0 €	0 €
	Autres charges diverses	2 754 €	2 252 €	0 €	686 €	14 537 €	0 €	147 870 €	2 298 €	1 399 €	171 797 €	-1 849 €	169 948 €
TOTAL	97 706 €	87 185 €	0 €	11 291 €	162 406 €	0 €	1 074 513 €	56 003 €	4 026 €	1 493 130 €	0 €	-27 375 €	1 465 755 €
Retraitements du périmètre hors générosité publique													

# ETAT DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER (EAR)

Le total des avantages et ressources provenant de l'étranger est de 2 591 054 € pour l'exercice 2025.

Le financement de Coefficient Giving (1 600 000 €) représente 62 % de ces ressources, le don de la Fondation Karuna (340 k€) représente 13 % et celui de la Humane America Animal Foundation (199 k€) 8%.

Le reste de ces ressources (451 k€) est constitué par la somme des dons de 13 987 particuliers (étrangers ou français résidant à l'étranger), associations, fondations ou entreprises dont le don moyen est d'environ 32 €.

La version détaillée de l'état des avantages et ressources provenant de l'étranger est tenue à la disposition du public au siège de l'association selon les modalités prévues par la réglementation applicable.

ETAT	Nombre de donateurs	Montant des dons reçus	ETAT	Nombre de donateurs	Montant des dons reçus
Afrique du Sud	9	90 €	Japon	39	1 910 €
Allemagne	900	24 442 €	Kenya	1	50 €
Andorre	20	490 €	Luxembourg	925	52 291 €
Argentine	13	635 €	Madagascar	2	45 €
Australie	59	2 305 €	Malte	9	830 €
Autriche	103	1 275 €	Maroc	12	240 €
Belgique	5 911	129 003 €	Maurice	5	220 €
Belize	3	30 €	Mexique	17	1 045 €
Bolivie, État plurinational	12	192 €	Monaco	255	20 771 €
Brésil	24	630 €	Monténégro	2	80 €
Canada	365	9 172 €	Norvège	50	741 €
Chili	13	390 €	Nouvelle-Zélande	26	501 €
Chine	19	1 290 €	Paraguay	1	150 €
Chypre	2	85 €	Pays-Bas	374	7 374 €
Colombien	2	40 €	Philippines	2	135 €
Corée du Sud	4	40 €	Pologne	22	495 €
Croatie	1	35 €	Portugal	127	4 241 €
Danemark	59	1 021 €	République Dominicaine	12	120 €
Emirats Arabes Unis	13	280 €	République tchèque	2	155 €
Espagne	558	9 894 €	Roumanie	2	45 €
États-Unis	185	2 148 457 €	Royaume-Uni	383	34 789 €
Finlande	45	426 €	Saint-Barthélemy	15	205 €
Gambie	1	40 €	Salvador	9	180 €
Grèce	47	835 €	Sénégal	2	103 €
Guyane française	184	3 878 €	Singapour	30	1 002 €
Hongrie	7	455 €	Slovénie	12	240 €
Inde	13	215 €	Suède	33	795 €
Irlande	117	2 996 €	Suisse	2 524	115 696 €
Islande	1	15 €	Thaïlande	1	20 €
Israël	1	100 €	Tunisie	12	120 €
Italie	388	7 699 €	Uruguay	2	10 €
			<b>Total général</b>	<b>13 987</b>	<b>2 591 054 €</b>